



Rapport de l'Exercice
Geschäftsbericht
Annual Report

1987

Deutsche Bank Luxembourg S.A.



Deutsche Bank Luxembourg S.A.



– Jahresabschluß 1987 in Deutscher Mark –

Die Bilanz zum 31. Dezember 1987 sowie die Gewinn- und Verlustrechnung für das Jahr 1987 sind hier zu informativen Zwecken in Deutsche Mark umgerechnet worden.

Die Bilanzwährung ist der Luxemburgische Franken.

Aktiva

	DM	DM	31.12.1986 in 1000 DM
Umlaufvermögen			
Flüssige Mittel:			
Kassenbestand, Postscheckguthaben, Guthaben bei Zentralbanken	871.832		53.815
Forderungen an Kreditinstitute, täglich fällige und mit Laufzeiten bis zu 1 Monat ...	<u>3.003.156.810</u>		2.873.212
		3.004.028.642	2.927.027
Schecks, Einzugspapiere und andere kurzfristig realisierbare Werte		74.000	—
Forderungen an Kreditinstitute mit Laufzeiten von mehr als 1 Monat		11.875.214.802	10.820.718
Wechsel		440.952.881	23.496
Forderungen an Kunden		5.583.726.785	7.879.361
Wertpapiere:			
Schuldverschreibungen ausländischer öffentlicher Stellen	1.332.942.649		1.299.374
andere festverzinsliche Wertpapiere	534.753.005		452.171
andere Wertpapiere	<u>274.993.410</u>		235.443
		2.142.689.064	1.986.988
Sonstige Aktiva und Rechnungsabgrenzungsposten ...		503.113.577	419.738
Anlagevermögen			
Beteiligungen		26.928.990	18.822
Grundstücke und Gebäude:			
Anschaffungswert	7.362.757		4.772
./. Abschreibungen	<u>782.564</u>		631
		6.580.193	4.141
Betriebs- und Geschäftsausstattung		2.676.001	1.744
		23.585.984.935	24.082.035

Bilanz zum 31. Dezember 1987

		Passiva	
	DM	DM	31.12.1986 in 1000 DM
Fremde Mittel			
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten, täglich fällige und mit Laufzeiten bis zu 1 Monat		5.475.915.178	6.872.709
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten mit Laufzeiten von mehr als 1 Monat		9.390.876.854	8.501.884
Verbindlichkeiten aus dem Bankgeschäft gegenüber anderen Gläubigern:			
täglich fällige und mit Laufzeiten bis zu 1 Monat	3.323.440.654		2.347.393
mit Laufzeiten von mehr als 1 Monat	<u>1.771.252.292</u>		<u>2.276.482</u>
		5.094.692.946	4.623.875
Schuldverschreibungen		922.727.000	1.073.750
Sonstige Verbindlichkeiten		79.715	133
Sonstige Passiva und Rechnungsabgrenzungsposten ..		429.637.080	435.296
Bedingtes Fremdkapital			
Nachrangige Darlehen		158.150.000	387.589
Eigene Mittel			
Grundkapital	154.472.500		154.473
Gesetzliche Rücklage	15.447.250		15.447
Sonderrücklage	91.495.250		91.495
Freie Rücklage	<u>258.800.850</u>		<u>223.391</u>
		520.215.850	484.806
Rückstellungen und Wertberichtigungen		1.519.545.595	1.666.259
Ergebnisrechnung			
Gewinnvortrag	126.571		86
Gewinn des Geschäftsjahres	<u>74.018.146</u>		<u>35.648</u>
		74.144.717	35.734
		<u>23.585.984.935</u>	<u>24.082.035</u>
Bilanzvermerke			
Kreditzusagen (nicht ausgenutzt)		1.890.182.048	1.818.574
Verbindlichkeiten aus Bürgschaften		2.621.793.763	3.111.793

Gewinn- und Verlustrechnung

für die Zeit vom 1. Januar 1987 bis 31. Dezember 1987

	DM	DM	1986 in 1000 DM
Aufwendungen			
Zinsen und Provisionen		1.009.579.064	1.109.167
Allgemeine Kosten:			
Personalaufwendungen	10.516.126		8.055
Steuern und steuerähnliche Abgaben	33.987.760		23.770
Sachaufwand für das Bankgeschäft	<u>4.368.106</u>		2.981
		48.871.992	34.806
Rückstellungen und Wertberichtigungen		62.587.997	207.784
Abschreibungen		1.566.866	879
Sonstige Aufwendungen		140.477.521	142.031
Gewinn des Geschäftsjahres		74.018.146	35.648
		<u>1.337.101.586</u>	<u>1.530.315</u>
Erträge			
Zinsen und Provisionen		1.146.070.684	1.309.532
Sonstige Erträge		120.762.379	103.049
Auflösung von Rückstellungen und Wertberichtigungen		70.262.111	117.725
Außerordentliche Erträge		6.412	9
		<u>1.337.101.586</u>	<u>1.530.315</u>

Rapport de l'Exercice 1987
Geschäftsbericht für das Jahr 1987
Report for the Year 1987

Deutsche Bank Luxembourg S.A.



Société Anonyme
Siège social: 25, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
Registre de Commerce Luxembourg No B 9164
Téléphone: 46 81 81
Télex: 2748 Service arbitrage
2772 Service crédits
Câble: deutschbanklux

Table des matières

Inhaltsverzeichnis

Contents

	Page
Rapport du Conseil d'Administration	7
Rapport des Réviseurs d'Entreprises	13
Bilan	14
Compte de Profits et Pertes	16
	Seite
Bericht des Verwaltungsrates	17
Bericht der Wirtschaftsprüfer	22
Bilanz	24
Gewinn- und Verlustrechnung	26
	Page
Report of the Board of Directors	27
Report of the Independent Auditors	31
Balance Sheet	32
Profit and Loss Account	34

Membres du Conseil d'Administration

Dr. Ulrich Weiss
Membre du Directoire de la Deutsche Bank AG
Président

Hilmar Kopper
Membre du Directoire de la Deutsche Bank AG
Vice-Président

Werner Blessing († 21 août 1987)
Membre du Directoire de la Deutsche Bank AG
Administrateur

Dr. Rolf-E. Breuer
Membre du Directoire de la Deutsche Bank AG
Administrateur
(à partir du 2 octobre 1987)

Dr. Klaus Martin
Membre du Directoire de la Deutsche Bank AG
Administrateur

Dr. Ekkehard Storck
Administrateur-délégué

Direction

Dr. Ekkehard Storck
Administrateur-délégué – Directeur Général

Bodo Demisch
Directeur Adjoint

Kurt Geyer
Directeur Adjoint

Wolfgang Matthey
Directeur Adjoint

Wolfgang Ströher
Directeur Adjoint

Michael Andreska
Conseiller juridique

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 avril 1988 sur l'exercice 1987

Consolidation des marchés financiers internationaux

Les marchés financiers internationaux sont entrés dans une phase de consolidation. Le volume global des nouvelles conventions de financements internationaux, tel qu'il a été recensé par l'OCDE, s'est réduit de près de 2% en 1987, s'établissant à 384 milliards de dollars US. Dans le cadre d'un retour aux structures traditionnelles, le poids des diverses formules de financement s'est modifié de façon notable. La tendance à la matérialisation des crédits par des titres (securitization), qui avait dominé la scène au cours des dernières années, ne s'est plus poursuivie, entre autres par suite du «krach» boursier du mois d'octobre. Alors qu'en 1986 87% des nouveaux crédits avaient encore fait l'objet d'une «securitization», leur pourcentage devait tout juste atteindre 77% l'an dernier. Par contre, la demande s'est ranimée dans le secteur des eurocrédits.

Cette évolution du marché s'explique par

- une croissance toujours modérée de l'économie mondiale,
- la volatilité et la hausse des taux d'intérêt pendant des périodes prolongées,
- l'instabilité des parités monétaires, notamment l'érosion du dollar US,
- un manque d'impulsions de croissance à travers des instruments financiers innovateurs,
- une croissance des excédents de liquidités sur l'euromarché monétaire.

Reprise sensible des opérations d'eurocrédit traditionnelles

Après quatre années de régression ou de stagnation, les ouvertures d'eurocrédits syndiqués à moyen et long terme ont atteint 82 milliards de dollars US en 1987 (en termes bruts), retrouvant ainsi à peu de choses près leur niveau élevé des années 1981/82. Leur progression a été de 52% par rapport à l'année précédente. Abstraction faite des restructurations de crédits déjà consentis antérieurement et des conventions d'apport de «fresh money» conclues avec des pays fortement endettés, le taux d'expansion atteint même 65%.

Cet essor doit être attribué avant tout aux «corporate borrowers», tandis que les emprunts d'organismes publics destinés au financement de balances des paiements sont passés à l'arrière-plan. La raison principale du recours d'un nombre croissant d'entreprises au marché de l'eurocrédit est la relation de confiance mutuelle entre la banque et le client. Même en période d'instabilité des marchés, l'emprunteur peut être certain — à la différence d'un émetteur sur les marchés monétaires et financiers — que les fonds requis seront mis à sa disposition. C'est dans ce contexte que s'inscrit aussi la tendance actuelle à conclure des conventions de crédit bilatérales où l'on renonce délibérément à la publicité financière.

Les eurocrédits nouvellement contractés en 1987 étaient en majeure partie destinés aux financements classiques de projets et de marchés. En outre, le financement d'acquisitions d'entreprises a de nouveau gagné en importance. Le marché des eurocrédits est le seul segment où l'on puisse être sûr de pouvoir mobiliser rapidement et à des conditions avantageuses des fonds pour des montants presque illimités.

Les financements sur l'euromarché sont devenus encore plus souples; en effet, aux financements à caractère de «package» (multi option financing facilities) sont venues s'ajouter dans des proportions croissantes des possibilités de tirage sur les marchés monétaires nationaux. Il s'en est suivi une demande accrue pour cet instrument. Par ailleurs, même les signatures de tout premier standing se sont mises à cautionner de plus en plus leurs financements dans d'autres secteurs, notamment sur l'euromarché monétaire, par des lignes de crédit distinctes. Ceci a eu pour conséquence que la reprise des opérations d'eurocrédit ne s'est pas encore traduite entièrement dans les bilans des eurobanques relatifs à l'exercice sous revue.

Une concurrence toujours très vive

Malgré la demande accrue, les conditions des eurocrédits ont encore fléchi en 1987 pour atteindre de nouveaux plateaux historiques. La marge moyenne des eurocrédits à moyen et long terme (sans les apports

de «fresh money»), calculée par l'OCDE, s'est encore légèrement resserrée par rapport à l'année précédente, revenant à 0,36%.

La raison en est la concurrence toujours vive. Les établissements de crédit internationaux ont systématiquement développé leur présence sur les marchés financiers importants. Il s'y ajoute que les difficultés de l'«investment banking», dues à la situation des marchés et à la concurrence, ont incité un certain nombre de banques à réduire ou à abandonner leurs activités dans ce domaine et à se tourner de nouveau davantage vers les opérations d'eurocrédit.

Plus de souplesse face à l'endettement

Dans le contexte global défavorable qui a caractérisé l'année sous revue, les problèmes nés de l'endettement du tiers monde ne se sont pas amenuisés; dans quelques cas seulement, on a enregistré des progrès dans le sens de stratégies économiques axées sur les mécanismes du marché. La croissance modérée dans les pays industrialisés, le niveau très bas des prix des matières premières et le service des intérêts toujours élevé ont été autant de facteurs négatifs. Certains pays débiteurs n'ont pas payé les intérêts dus à leurs créanciers publics et privés. La coopération internationale s'en est trouvée partiellement entravée.

L'an dernier, les banques ont soutenu les efforts d'adaptation des pays débiteurs par des accords de rééchelonnement portant souvent sur des périodes très longues ainsi que par l'octroi de nouveaux crédits à moyen et long terme pour environ 10 milliards de dollars US. Un traitement plus souple des problèmes d'endettement a été facilité entre autres par le provisionnement accru des risques pratiqué par un certain nombre de banques créancières dans divers pays. Afin de réduire le poids des dettes, il a été fait appel de façon accrue à des solutions conformes aux mécanismes du marché, telles que les «debt equity swaps» ou la transformation de crédits bancaires en obligations négociables.

Expansion de la place de Luxembourg

La place financière de Luxembourg a vu s'amorcer l'an dernier une nouvelle phase d'expansion qui s'est traduite par le développement systématique de certains secteurs du marché. L'internationalité de cette place s'est encore accentuée du fait de l'implantation de six nouvelles banques, dont un établissement britannique. Fin 1987, on comptait 127 banques à Luxembourg; le total cumulé de leurs bilans a atteint la contre-valeur de 410 milliards de DM, soit 15% de plus que l'année précédente en termes corrigés des variations des taux de change. L'expansion des affaires, notamment dans le secteur des opérations avec la clientèle privée à coefficient élevé de personnel, a entraîné un accroissement des effectifs de 12%, les portant à plus de 12.700 au total.

Ce développement dynamique est dû entre autres à l'essor des euroactivités qui caractérisent traditionnellement cette place. Selon les statistiques de la Banque des Règlements Internationaux, qui fait état d'un encours d'eurocréances de 155 milliards de dollars US à la fin septembre 1987, soit 27 milliards de plus qu'un an auparavant, Luxembourg continue à occuper la troisième place en Europe. Les activités se sont concentrées de façon inchangée sur les eurocrédits et les opérations de trésorerie sur l'euromarché. Luxembourg joue un rôle particulier en tant que plaque tournante des euroliquidités en DM. Fin septembre 1987, la devise allemande couvrait environ 39% des dépôts et créances des banques présentes à Luxembourg, libellés en monnaie étrangère, la part correspondante du dollar US atteignant tout juste 36%. Sur l'ensemble de l'euromarché, ces deux devises représentaient respectivement un peu plus de 8% et 75%.

La place financière de Luxembourg a reçu d'importantes impulsions du fait de s'être orientée systématiquement vers de nouveaux secteurs d'activité, notamment:

- les *opérations internationales avec la clientèle privée*, secteur développé par les banques au point de constituer à présent le second pilier principal de leurs activités. Les atouts spécifiques de Luxembourg et le professionnalisme des opérateurs de cette

place exercent un attrait considérable sur les particuliers qui sont à la recherche de possibilités d'investissement à l'échelle internationale;

- les *opérations d'émission en francs luxembourgeois*. Outre le marché des euroémissions, on a vu se développer un marché distinct d'émissions en francs luxembourgeois qui suscite un intérêt croissant, tant de la part des émetteurs que des investisseurs. En 1987, le volume des nouvelles émissions s'est accru de 24% pour atteindre la contre-valeur de 2,7 milliards de DM. Tandis que les emprunts en Flux sont réglementés par un calendrier des émissions, les placements privés inférieurs à 300 millions de Flux (environ 15 millions de DM) ne sont soumis à aucune restriction. Ainsi, 143 placements privés ont vu le jour en 1987, représentant la contre-valeur de 2,0 milliards de DM, en hausse de 71%;
- les *organismes de placement collectif*. A la fin de 1987, ces organismes étaient au nombre de 405 au Luxembourg, contre 269 l'année précédente. Ce dynamisme remarquable résulte essentiellement de la souplesse de la réglementation des placements en vigueur au Luxembourg, qui répond déjà largement aux normes européennes uniformes qui seront valables à l'avenir, offrant de ce fait une gamme élargie de possibilités d'investissement. A cela s'ajoute une plus grande capacité de placement à la suite de l'expansion des affaires traitées avec la clientèle privée.

Développement des activités de notre banque

Notre 17^e exercice clôturé le 31 décembre 1987 a été marqué par le lancement de nos opérations avec la clientèle privée à l'échelle internationale et par l'extension de nos activités dans les opérations de marché. Pour cette raison, la dénomination de notre banque a été changée en mars 1987 de «Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg» en «Deutsche Bank Luxembourg S.A.»

L'exercice écoulé a été placé en outre sous le signe du nouveau fléchissement du dollar US qui a perdu environ 19% de sa valeur. Il s'en est suivi une légère

régression du total de notre bilan de 2,1%, le ramenant à 496 milliards de Flux (23,6 milliards de DM). En termes réels, le volume d'affaires s'est accru grâce à l'essor des opérations de trésorerie, où nous avons essentiellement utilisé les abondantes liquidités collectées par notre maison pour des placements auprès de banques. Ce poste s'est gonflé de 34,1%, passant à 121 milliards de Flux (5,8 milliards de DM).

Toutefois, nos activités ont continué à se concentrer sur le secteur du crédit, bien que sa part dans l'ensemble de nos opérations d'actif ait encore diminué pour s'établir à 63%. Le volume des crédits a fléchi de 15,0% et s'élevait à la date de clôture du bilan à 310 milliards de Flux (14,8 milliards de DM). Comme l'année précédente, les crédits accordés aux banques, restés presque inchangés à leur niveau de 192 milliards de Flux (9,1 milliards de DM), constituaient le poste le plus important de notre portefeuille de crédits.

Les crédits à la clientèle ont par contre marqué un recul sensible, aussi bien dans le court et moyen terme que dans le long terme, revenant à 117 milliards de Flux (5,6 milliards de DM). Deux tiers environ de ces concours étaient des eurocrédits revolving à court terme accordés avant tout à des clients en République fédérale d'Allemagne. Une tendance générale s'est fait sentir dans ce domaine: en raison des perspectives conjoncturelles incertaines, les entreprises se montrent réservées quant à leurs investissements, d'où un volume réduit des emprunts. Dans les opérations de crédit internationales à long terme, nous avons poursuivi notre politique très sélective, nous abstenant, pour des raisons de coûts ainsi que sous l'aspect des risques, d'octroyer à chaque fois de nouveaux concours en remplacement des crédits venus à échéance. Malgré la concurrence extrêmement vive qui a caractérisé l'année écoulée, nous avons de nouveau réussi à assumer des fonctions dirigeantes pour la mise en place de syndicats de crédit internationaux. Ceux-ci portaient tant sur des financements destinés à des Etats d'Europe de l'Est (Ceskoslovenska Obchodni Banka: 220 millions de \$US; Banque Nationale de Hongrie: 400 millions de \$US) que sur des financements pour des sociétés industrielles de tout premier ordre (Philips &

DuPont Optical Company: 145 millions de \$US; AL-CAN Australia Ltd.: 125 millions de \$US). Par ailleurs, le marché a vu se renforcer la tendance à conclure des conventions de crédit bilatérales pour lesquelles on renonce délibérément à la publicité financière.

L'augmentation du poste «Portefeuille-effets» résulte de l'acquisition d'effets publics de l'Etat belge. Ce sont avant tout des aspects de solvabilité et de rendement qui ont été décisifs pour cette acquisition ainsi que pour les placements toujours considérables en valeurs mobilières. Notre portefeuille-titres s'est encore légèrement accru, atteignant en raison d'activités intenses de «trading» un volume de 45 milliards de Flux (2,1 milliards de DM); il comprend exclusivement des valeurs à revenu fixe, notamment d'émetteurs publics. Pour l'évaluation des titres en portefeuille, nous avons comme par le passé appliqué le principe de la plus faible valeur. Conformément aux dispositions régissant l'établissement des bilans, ce poste comprend l'encaisse métallique constituée en couverture de nos certificats-or en circulation.

En commun avec la DWS Deutsche Gesellschaft für Wertpapiersparen mbH à Francfort-sur-le-Main, notre banque a lancé en 1987 le fonds commun de placement «Eurorenta», tout en prenant une participation de 50% dans sa société de gestion. L'actif du fonds, pour lequel nous faisons fonction de banque dépositaire, a dépassé entre-temps le seuil de 1 milliard de DM. Par ailleurs, notre établissement a prêté son concours à une nouvelle augmentation de capital de la société Européenne des Satellites S.A., Luxembourg, et a pris une participation dans la société Audiolux S.A., Luxembourg, créée à la fin de 1987. Par ces entrées, le portefeuille de nos participations s'est accru de 171 millions de Flux (8 millions de DM) pour s'établir à 567 millions de Flux (27 millions de DM).

Nous détenons toujours notre participation de 25% dans la Banque de Luxembourg S.A., Luxembourg, qui pratique essentiellement le «retail banking». Malgré nos propres activités, nous voulons poursuivre et continuer à développer l'étroite coopération avec cette banque qui a clôturé au 31.12.1987 son 50^e exercice sur de bons résultats.

L'accroissement du poste «Immeubles» au bilan s'explique par l'achat d'un terrain à bâtir sur le Plateau du Kirchberg à proximité de la ville de Luxembourg où, cette année encore, un immeuble administratif de notre banque sera mis en chantier.

Le poste «Divers» à l'actif englobe, tout comme sa contrepartie au passif, principalement les intérêts à recevoir et les intérêts dus à la date de clôture du bilan.

Du côté du refinancement, les décisions prises au cours des dernières années en faveur d'une collecte de ressources à long terme liée à des swaps d'intérêts et de devises ont eu le même effet stabilisateur que les années précédentes. Elles nous ont permis, au cours de l'année écoulée, d'optimiser la collecte de nos ressources.

Les fonds empruntés essentiellement à court terme auprès des banques de l'euromarché, qui représentent 71% des fonds de tiers, sont néanmoins restés notre principale source de refinancement. Etant donné que les besoins de financement ont diminué dans l'ensemble, les engagements envers les banques ont pu être réduits de 11 milliards de Flux (0,5 milliard de DM), les ramenant à 313 milliards de Flux (14,9 milliards de DM). Comme l'année précédente, notre banque gérait à la fin de 1987 un volume considérable de dépôts à terme d'entreprises industrielles. Ceci a porté les dépôts de non-banques à 107 milliards de Flux (5,1 milliards de DM). Ce poste englobe aussi les engagements de livraison découlant des certificats-or émis par notre banque à hauteur de 5,8 milliards de Flux (275 millions de DM).

Nos activités dans le secteur des opérations avec la clientèle privée, qui ont débuté en avril 1987, se sont développées de manière satisfaisante dès la phase de démarrage. Notre offre de placements en compte, en titres et en métaux précieux s'adapte régulièrement aux changements observés sur les marchés et s'oriente sur les besoins des investisseurs privés opérant à l'échelle internationale. Ces formules continuent à susciter un vif écho. Nous développerons ce secteur d'affaires de façon continue et envisageons également, dans ce contexte, d'accélérer sensiblement les opérations

d'émission en francs luxembourgeois à l'intention de notre clientèle.

Quant aux opérations sur les marchés financiers, nous nous sommes orientés jusqu'à présent exclusivement sur les objectifs de la politique d'affaires fixés dans notre propre intérêt. Au cours de l'exercice sous revue, un emprunt à warrants de 125 millions de dollars US émis en 1977 est venu à échéance. Nous avons pour la première fois lancé un emprunt de 300 millions de couronnes danoises.

Nos titres de créance subordonnée figurant au bilan sont assimilables à des fonds propres en vertu d'une autorisation de l'Institut Monétaire Luxembourgeois. Etant donné que la base des fonds propres imputables s'est élargie globalement, le ratio entre leur montant et celui des fonds de tiers dépasse confortablement le minimum prescrit de 3%.

Le résultat d'exploitation dégagé au cours de l'exercice écoulé n'a plus atteint son niveau élevé des années précédentes. Il a régressé de 20,7% pour s'établir à 4,8 milliards de Flux (230 millions de DM). Ce recul résulte essentiellement de la compression de l'excédent des intérêts due avant tout à la réduction du volume des crédits, au resserrement des marges et au placement moins rémunérateur de nos fonds propres. Sont venues s'y ajouter des charges administratives supplémentaires imputables à l'expansion des affaires.

Vu la situation internationale des risques, nous avons jugé indispensable de provisionner encore davantage les risques-pays. Toutefois, nous avons aussi pu reprendre une partie des provisions constituées au cours des années antérieures. Comme les années précédentes, nous avons établi le bilan en procédant à une évaluation d'après des coefficients de risques valables uniformément pour l'ensemble des sociétés consolidées du Groupe Deutsche Bank.

L'écart d'évaluation d'une position en dollars US pour notre propre compte, constituée au titre du provisionnement de créances en cette devise, qui résulte de l'application du principe de la plus faible valeur en fonction des variations des taux de change, est compris dans le poste «Divers» du compte de profits et pertes.

Après impôts et taxes de 715 millions de Flux (34 millions de DM), le bénéfice au bilan s'établit à 1,6 milliard de Flux (74 millions de DM). Pour la première fois depuis la création de notre banque, nous avons l'intention de distribuer sur notre capital social un dividende de 24%, soit 780 millions de Flux (37 millions de DM). Estimant que nous avons suffisamment provisionné tous les risques discernables et latents, il nous a semblé que le moment était venu de procéder pour la première fois au versement d'un dividende selon l'usage général des sociétés consolidées du Groupe Deutsche Bank. Il est prévu en outre d'affecter aux réserves libres un montant sensiblement égal en vue de renforcer encore nos fonds propres. Après cette opération, le capital souscrit et libéré ainsi que les réserves déclarées s'élèveront à 11,7 milliards de Flux (557 millions de DM).

Nous proposons à l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 avril 1988 d'approuver le bilan et le compte de profits et pertes au 31.12.1987 et de décider de l'affectation du bénéfice comme suit:

Distribution d'un dividende		
de 24% sur le capital		
souscrit et libéré		
de 3,25 milliards de Flux	780.000.000	Flux
Dotation des		
réserves libres	775.000.000	Flux
Emoluments du Conseil		
d'Administration	2.981.658	Flux
Report à nouveau	1.974.519	Flux
	1.559.956.177	Flux

Le nombre de nos collaborateurs est passé de 81 à 105, et depuis le début de cette année il s'est encore accru pour atteindre 112. Nous tenons à remercier tous nos collaborateurs pour leurs efforts inlassables et leur engagement dont ils ont fait preuve au cours de l'exercice écoulé.

Le 21 août 1987, Monsieur Werner Blessing est subitement décédé à l'âge de 56 ans. Il était membre de notre Conseil d'Administration depuis 1978. Monsieur Blessing a largement contribué au succès de notre banque et a participé d'une manière décisive à détermi-

ner son rôle sur l'euromarché. Nous lui garderons un souvenir très reconnaissant.

Une Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue le 2 octobre 1987 a élu à sa place le Dr. Rolf-E. Breuer au Conseil d'Administration.

Luxembourg, le 29 février 1988

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Rapport des Réviseurs d'Entreprises

Le Conseil d'Administration de la banque a mandaté Fiduciaire Générale de Luxembourg, Luxembourg, et Treuverkehr Luxembourg Aktiengesellschaft Wirtschaftsprüfungsgesellschaft, Luxembourg, de vérifier les comptes de la banque au 31 décembre 1987. Au terme de leurs contrôles, les réviseurs d'entreprises ont attesté les comptes comme suit:

Nous avons examiné les bilans de la Deutsche Bank Luxembourg S.A. au 31 décembre 1987 et au 31 décembre 1986 ainsi que les comptes de profits et pertes et les états des variations de la situation finan-

cière pour les exercices clôturés aux mêmes dates. Nos examens se sont effectués conformément aux normes de contrôle généralement admises.

A notre avis, les états financiers décrits ci-dessus présentent sincèrement la situation financière de la Deutsche Bank Luxembourg S.A. au 31 décembre 1987 et au 31 décembre 1986, ainsi que le résultat de ses opérations et les variations de sa situation financière pour les exercices clôturés aux mêmes dates conformément à des principes comptables généralement admis dans le secteur bancaire au Grand-Duché de Luxembourg.

Luxembourg, le 29 février 1988

TREUVERKEHR LUXEMBOURG
Aktiengesellschaft
Wirtschaftsprüfungsgesellschaft

FIDUCIAIRE GENERALE DE LUXEMBOURG
Réviseurs d'entreprises

Actif

	Francs	Francs	31-12-1986 en 1000 LF
Disponible et réalisable			
Disponibilités:			
caisse, chèques postaux, banques centrales	18.342.780		1.132.226
avoirs en banque à vue*)	<u>63.184.447.993</u>		60.450.507
		63.202.790.773	61.582.733
Valeurs à recevoir à court terme		1.556.911	—
Avoirs en banque à terme		249.846.724.548	227.660.811
Portefeuille-effets		9.277.359.182	494.333
Débiteurs divers		117.477.946.392	165.776.577
Portefeuille-titres:			
fonds publics étrangers	28.044.238.393		27.337.967
autres valeurs à revenu fixe	11.250.852.211		9.513.389
autres valeurs à revenu variable	<u>5.785.680.840</u>		4.953.556
		45.080.771.444	41.804.912
Divers		10.585.179.412	8.831.012
Immobilisé			
Participations		566.568.274	396.007
Immeubles	154.907.570		100.401
moins amortissements	<u>16.464.629</u>		13.277
= immobilisations nettes		138.442.941	87.124
Matériel, mobilier et autres valeurs immobilisées		56.301.310	36.699
		496.233.641.187	506.670.208

*) y compris échéances jusqu'à 1 mois

Bilan au 31 décembre 1987

Passif

	Francs	Francs	31-12-1986 en 1000 LF
Exigible			
Engagements envers les banques à vue*)		115.209.660.950	144.597.290
Engagements envers les banques à terme		197.577.884.838	178.874.067
Dépôts et comptes courants:			
à vue*)	69.923.009.851		49.387.607
à terme	<u>37.265.985.569</u>		47.895.689
		107.188.995.420	97.283.296
Obligations		19.413.570.395	22.590.987
Créanciers divers		1.677.159	2.802
Divers		9.039.282.168	9.158.331
Capital emprunté			
Titres de créance subordonnée		3.327.372.190	8.154.622
Non exigible			
Capital souscrit et libéré	3.250.000.000		3.250.000
Réserve légale	325.000.000		325.000
Réserves indisponibles	1.925.000.000		1.925.000
Réserves libres	<u>5.445.000.000</u>		4.700.000
		10.945.000.000	10.200.000
Provisions		31.970.241.890	35.056.986
Comptes de résultats			
Bénéfice reporté	2.662.972		1.827
Bénéfice de l'exercice	<u>1.557.293.205</u>		750.000
		1.559.956.177	751.827
		<u>496.233.641.187</u>	<u>506.670.208</u>

Comptes d'ordre

Lignes de crédit et crédits confirmés	39.768.189.580	38.261.609
Garanties données pour compte propre et pour compte de tiers	55.160.819.822	65.470.085

Compte de Profits et Pertes

pour la période du 1^{er} janvier 1987 au 31 décembre 1987

	Francs	Francs	1986 en 1000 LF
Débit			
Intérêts et commissions		21.240.880.817	23.336.162
Frais généraux:			
personnel et organes	221.252.385		169.479
impôts, taxes et redevances	715.080.165		500.096
frais d'exploitation	<u>91.902.095</u>		<u>62.728</u>
		1.028.234.645	732.303
Provisions		1.316.810.383	4.371.644
Amortissements		32.965.825	18.489
Divers		2.955.554.831	2.988.241
Bénéfice net		1.557.293.205	750.000
		<u>28.131.739.706</u>	<u>32.196.839</u>
Crédit			
Intérêts et commissions		24.112.574.916	27.551.700
Revenus divers		2.540.761.186	2.168.090
Virements des comptes de provisions		1.478.268.698	2.476.859
Revenus extraordinaires		134.906	190
		<u>28.131.739.706</u>	<u>32.196.839</u>

Bericht des Verwaltungsrates an die Ordentliche Generalversammlung vom 15. April 1988 über das Geschäftsjahr 1987

Konsolidierung der internationalen Finanzmärkte

Die internationalen Finanzmärkte sind in eine Phase der Konsolidierung eingetreten. Das von der OECD ermittelte Volumen aller neu vereinbarten internationalen Finanzierungen reduzierte sich 1987 um knapp 2% auf 384 Mrd US-Dollar. Im Zuge einer Rückbesinnung auf traditionelle Strukturen haben sich die Gewichte der verschiedenen Finanzierungsformen markant verschoben. Der Trend zur Verbriefung von Krediten (Securitization), der das Geschehen in den Vorjahren bestimmt hatte, kam auch unter dem Eindruck des Börsencrash im Oktober zum Stillstand. Während 1986 noch 87% aller Neugeschäfte durch Wertpapiere unterlegt waren, betrug der entsprechende Anteil im Berichtsjahr lediglich 77%. Hingegen wurden Eurokredite wieder verstärkt nachgefragt.

Hintergrund dieser Marktentwicklung waren

- ein anhaltend moderates Wachstum der Weltwirtschaft;
- volatile und über längere Perioden ansteigende Zinsen;
- labile Währungsrelationen, speziell der Kursverlust des US-Dollar;
- fehlende Wachstumsimpulse durch innovative Finanzinstrumente;
- eine verstärkte Überliquidität des Eurogeldmarktes.

Traditionelles Eurokreditgeschäft spürbar belebt

Nach vier Jahren rückläufiger bzw. stagnierender Entwicklung reichten die Neuzusagen mittel- und langfristiger Eurokonsortialkredite 1987 mit 82 Mrd. US-Dollar (brutto) fast wieder an das hohe Volumen der Jahre 1981/82 heran. Die Zunahme gegenüber dem Vorjahr betrug 52%. Unter Ausschluß der Umstrukturierungen ausstehender Kredite sowie der vereinbarten „fresh-money“-Beträge für hoch verschuldete Länder errechnet sich sogar eine Steigerungsrate von 65%.

Zu dieser Expansion trugen vor allem die „corporate borrowers“ bei, während die Mittelaufnahme staatlicher Adressen zur Zahlungsbilanzfinanzierung in den Hintergrund rückte. Hauptgrund für die stärkere Hin-

wendung der Unternehmen zum Eurokreditmarkt ist die auf Vertrauen basierende Kunden-/Bankbeziehung. Auch in Zeiten labiler Marktverfassung kann der Kreditnehmer – anders als der Emittent an den Geld- und Kapitalmärkten – davon ausgehen, daß ihm die gewünschten Mittel zur Verfügung stehen. Dem entspricht auch die zu beobachtende Tendenz zu bilateralen Kreditvereinbarungen, bei denen bewußt auf Publizität verzichtet wird.

Der überwiegende Teil der 1987 neu kontrahierten Eurokredite war für die klassischen Bereiche der Projekt- und Handelsfinanzierung bestimmt. Daneben spielte die Finanzierung von Unternehmensübernahmen wieder eine größere Rolle. Der Eurokreditmarkt ist das einzige Marktsegment, in dem innerhalb kurzer Zeit Beträge in beinahe jeder Größenordnung sicher und kostengünstig mobilisiert werden können.

Die Mittelbereitstellung am Euromarkt wurde noch flexibler gestaltet, indem Paketfinanzierungen (Multi-Option-Financing-Facilities) zunehmend um Ziehungsmöglichkeiten an nationalen Geldmärkten erweitert wurden. Das hatte eine verstärkte Nachfrage nach diesem Instrument zur Folge. Im übrigen sind selbst erstklassige Adressen zunehmend dazu übergegangen, ihre Finanzierungsaktivitäten in anderen Bereichen, insbesondere dem Eurogeldmarkt, durch separate Kreditlinien abzusichern. Dies hat dazu geführt, daß sich die Belebung des Eurokreditgeschäftes im Berichtsjahr noch nicht voll in den Bilanzen der Eurobanken niedergeschlagen hat.

Wettbewerb unverändert intensiv

Trotz der gestiegenen Nachfrage erreichten die Konditionen im Eurokreditgeschäft 1987 neue historische Tiefststände. Die von der OECD ermittelte Durchschnittsmarge für mittel- und langfristige Eurokredite (ohne „fresh-money“-Beiträge) ist gegenüber dem Vorjahr nochmals leicht auf 0,36% gesunken.

Der Grund hierfür ist der nach wie vor scharfe Wettbewerb. Die internationalen Kreditinstitute haben ihre Präsenz an den wichtigen Finanzmärkten konsequent ausgebaut. Hinzu kommt, daß die markt- und wettbe-

werbsbedingten Schwierigkeiten im Investmentbanking eine Reihe von Banken bewogen haben, ihre Aktivitäten in diesem Bereich zu straffen bzw. aufzugeben und dem Eurokreditgeschäft wieder mehr Gewicht beizumessen.

Mehr Beweglichkeit in der Schuldenfrage

Die Verschuldungsprobleme in der Dritten Welt sind in dem ungünstigen globalen Umfeld des Berichtsjahres nicht geringer geworden; nur vereinzelt waren Fortschritte im Sinne marktorientierter wirtschaftspolitischer Strategien zu verzeichnen. Verhaltene Wachstum in den Industriestaaten, niedrige Rohstoffpreise und der anhaltend hohe Zinsendienst wirkten belastend. Eine Reihe von Schuldnerländern kam ihren Zinsverpflichtungen gegenüber öffentlichen und privaten Gläubigern nicht nach. Die internationale Kooperation war teilweise erschwert.

Die Banken unterstützten im Berichtsjahr die Anpassungsbemühungen der Schuldnerländer durch Umschuldungen über oft sehr lange Fristen und die Einräumung mittel- und langfristiger Neukredite von rund 10 Mrd US-Dollar. Eine flexiblere Behandlung der Schuldenprobleme wurde unter anderem durch die verstärkte Risikovorsorge von Gläubigerbanken in verschiedenen Ländern erleichtert. Marktnahe Lösungsansätze zur Verringerung der Schuldenlast – wie debt-equity swaps oder die Umwandlung von Bankkrediten in übertragbare Schuldverschreibungen – gewannen an Bedeutung.

Finanzplatz Luxemburg expandiert

Am Finanzplatz Luxemburg hat mit dem gezielten Ausbau bestimmter Marktbereiche im Berichtsjahr eine erneute Expansionsphase begonnen. Das internationale Spektrum dieses Platzes wurde durch den Zuzug von sechs neuen Banken, darunter auch ein britisches Institut, weiter aufgefächert. Ende 1987 waren in Luxemburg 127 Banken vertreten; ihre addierte Bilanzsumme lag mit 410 Mrd DM währungsbereinigt 15% über dem Vorjahresstand. Die Geschäftsauswei-

tung, insbesondere in dem personalintensiven Privatkundengeschäft, hatte einen Zuwachs der Beschäftigten um 12% auf über 12.700 zur Folge.

Zu dieser dynamischen Entwicklung hat u. a. die Ausweitung der angestammten Euroaktivitäten beigetragen. Nach der Statistik der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich hält Luxemburg mit einem binnen Jahresfrist um 27 Mrd US-Dollar auf 155 Mrd US-Dollar gestiegenen Euroforderungsbestand Ende September 1987 nach wie vor Platz 3 in Europa. Die Schwerpunkte liegen unverändert auf dem Eurokreditgeschäft sowie dem Eurogeldhandel. Eine Sonderrolle nimmt Luxemburg als Drehscheibe für Euro-DM-Liquidität ein. Rund 39% der Fremdwährungseinlagen und -forderungen der in Luxemburg vertretenen Banken entfielen Ende September 1987 auf D-Mark, während die entsprechenden Anteile des US-Dollar bei knapp 36% lagen. Auf den gesamten Euromarkt bezogen, betrugen die Quoten dieser Währungen gut 8% bzw. 75%.

Wesentliche Impulse erhielt der Finanzplatz Luxemburg durch die konsequente Ausrichtung auf neue Geschäftsbereiche. Hierzu zählen insbesondere

- das *internationale Privatkundengeschäft*. Die Banken haben diese Sparte inzwischen zu ihrem zweiten Standbein ausgebaut. Die spezifischen Vorteile Luxemburgs und die Professionalität der am Platz anzutreffenden Beratung üben eine nachhaltige Anziehungskraft auf Privatkunden aus, die eine internationale Vermögensanlage suchen;
- das *Emissionsgeschäft in Luxemburger Franken*. Neben dem Euroemissionsmarkt hat sich ein eigenständiger Markt in Luxemburger Franken entwickelt, der auf wachsendes Interesse sowohl der Emittenten als auch der Investoren stößt. Das Neuvolumen ist 1987 um 24% auf umgerechnet 2,7 Mrd DM gestiegen. Während die Begebung von Ifrs-Anleihen durch einen Emissionskalender reglementiert wird, unterliegen Privatplatzierungen bis 300 Mio Ifrs (rd. 15 Mio DM) keinen Beschränkungen. Vor diesem Hintergrund haben Privatplatzierungen mit 143 Emissionen im Jahre 1987 um 71% auf den Gegenwert von 2,0 Mrd DM zugenommen;

- *Investmentfonds.* Ende 1987 waren in Luxemburg 405 Investmentgesellschaften vertreten gegenüber noch 269 im Vorjahr. Diese starke Dynamik ist insbesondere auf die in Luxemburg anzutreffenden flexiblen Anlageregularien zurückzuführen, die bereits weitgehend den in Zukunft geltenden einheitlichen EG-Normen entsprechen und damit erweiterte Investitionsmöglichkeiten bieten. Hinzu kommt die verstärkte Plazierungsfähigkeit im Zuge des expandierenden Privatkundengeschäfts.

Geschäftsentwicklung unserer Bank

Das am 31.12.1987 abgeschlossene 17. Geschäftsjahr stand im Zeichen der Aufnahme des internationalen Privatkundengeschäftes sowie erweiterter Aktivitäten in den Handelsbereichen. Vor diesem Hintergrund wurde der Firmenname unserer Bank im März 1987 von „Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg“ in „Deutsche Bank Luxembourg S.A.“ geändert.

Das vergangene Geschäftsjahr war zudem durch den erneuten Kursverfall des US-Dollar gekennzeichnet, der rd. 19% seines Wertes einbüßte. Infolge dieser Entwicklung ermäßigte sich die Bilanzsumme geringfügig um 2,1% auf 496 Mrd lfrs (23,6 Mrd DM). Real hat das Geschäftsvolumen durch verstärkte Geldhandelstätigkeiten zugenommen. Hier haben wir die uns in reichem Maße zugeflossene Liquidität insbesondere für Geldanlagen bei Banken eingesetzt. Diese Position erhöhte sich kräftig um 34,1% auf 121 Mrd lfrs (5,8 Mrd DM).

Der Schwerpunkt unserer Aktivitäten lag aber unverändert im Kreditsektor, wenngleich sich sein Anteil am gesamten Aktivgeschäft auf 63% weiter abschwächte. Das Kreditvolumen ging um 15,0% zurück und betrug am Bilanzstichtag 310 Mrd lfrs (14,8 Mrd DM). Wie schon im Vorjahr stellten die mit 192 Mrd lfrs (9,1 Mrd DM) nahezu unverändert gebliebenen Kreditgewährungen an Banken den größten Posten in unserem Kreditportefeuille dar.

Deutlich auf 117 Mrd lfrs (5,6 Mrd DM) nahmen dagegen die Kundenforderungen ab, und zwar gleichermaßen im kurz-/mittelfristigen und im langfristigen Bereich. Etwa zwei Drittel dieser Ausreichungen entfielen auf kurzfristig revolvingende Eurokredite, vor allem an Kunden in der Bundesrepublik Deutschland. Hier machte sich der allgemeine Trend bemerkbar, wonach die Unternehmen angesichts der unsicheren Konjunkturaussichten zurückhaltend investieren und entsprechend weniger Mittel aufnehmen. Im langfristigen internationalen Kreditgeschäft verhielten wir uns weiterhin sehr selektiv und haben aus Konditionsgründen und unter Risikoaspekten nicht alle fälligen Engagements durch Neugeschäft ersetzt. Gleichwohl ist es uns trotz der extremen Wettbewerbssituation im abgelaufenen Jahr wieder gelungen, führende Positionen bei der Bildung internationaler Kreditkonsortien zu übernehmen. Hierzu zählen neben Finanzierungen für osteuropäische Staaten (Ceskoslovenska Obchodni Banka: 220 Mio US\$; Ungarische Nationalbank: 400 Mio US\$) auch solche für führende Industrieunternehmen (Philips & DuPont Optical Company: 145 Mio US\$; ALCAN Australia Ltd.: 125 Mio US\$). Im übrigen hat sich im Markt die Tendenz zu bilateralen Kreditvereinbarungen, bei denen bewußt auf Publizität verzichtet wird, verstärkt.

Die Zunahme der Position „Wechsel“ resultierte aus dem Erwerb von Schatzwechseln des belgischen Staates. Für diese Maßnahme waren, ebenso wie für die weiterhin hohen Anlagen in Wertpapieren, vor allem Bonitäts- und Ertragserwägungen bestimmend. Das Wertpapierportefeuille, das sich aufgrund intensiver Handelsaktivitäten nochmals leicht auf 45 Mrd lfrs (2,1 Mrd DM) erhöhte, enthält ausschließlich festverzinsliche Titel, vornehmlich solche von öffentlichen Emittenten. Der Bestand wurde wiederum nach dem Niederstwertprinzip bewertet. In dieser Position wurde gemäß den Bilanzierungsrichtlinien der zur Deckung unserer im Umlauf befindlichen Goldzertifikate unterhaltene Deckungsbestand erfaßt.

Gemeinsam mit der DWS Deutsche Gesellschaft für Wertpapiersparen mbH, Frankfurt (Main), hat unsere Bank in 1987 den Investmentfonds „Eurorenta“ aufge-

legt und sich mit 50% an dessen Verwaltungsgesellschaft beteiligt. Das Vermögen des Fonds, für den wir als Depotbank fungieren, überschritt inzwischen die Grenze von 1 Mrd DM. Ferner wirkte unser Institut an einer weiteren Kapitalerhöhung der Société Européenne des Satellites S.A., Luxemburg, mit und übernahm einen Anteil an der Ende 1987 gegründeten Audiolux S.A., Luxemburg. Durch diese Zugänge stieg die Beteiligungsposition insgesamt um 171 Mio lfrs (8 Mio DM) auf 567 Mio lfrs (27 Mio DM).

Unverändert sind wir mit 25% an der vorwiegend im Privatkundengeschäft tätigen Banque de Luxembourg S.A., Luxemburg, beteiligt. Ungeachtet unserer eigenen Aktivitäten wollen wir auch künftig die enge Zusammenarbeit mit dieser Beteiligungsbank, die am 31.12.1987 ihr 50. Geschäftsjahr erfolgreich beendet hat, fortsetzen und ergänzen.

Die Erhöhung des Bilanzausweises „Grundstücke und Gebäude“ steht im Zusammenhang mit dem Kauf eines Baugrundstückes auf dem Plateau Kirchberg. In unmittelbarer Nähe der Stadt Luxemburg wird die Bank noch in diesem Jahr mit der Errichtung eines Verwaltungsgebäudes beginnen.

Die „Sonstigen Aktiva- und Rechnungsabgrenzungsposten“ enthalten – ebenso wie die Gegenposition auf der Passivseite – vor allem zum Bilanzstichtag vorgenommene Zinsabgrenzungen.

Im Passivgeschäft wirkten sich die in den letzten Jahren getroffenen Entscheidungen zugunsten einer langfristigen Mittelbeschaffung in Verbindung mit Zins- und Devisenswapvereinbarungen unverändert stabilisierend aus. Im abgelaufenen Jahr haben wir unsere Geldversorgung auf diesem Wege weiter optimiert.

Mit 71% der Fremdmittel bildeten jedoch nach wie vor die bei Banken im Euromarkt überwiegend kurzfristig aufgenommenen Gelder die hauptsächliche Refinanzierungsgrundlage unseres Aktivgeschäftes. Da der Finanzierungsbedarf insgesamt geringer war, konnten die Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten um 11 Mrd lfrs (0,5 Mrd DM) auf 313 Mrd lfrs (14,9 Mrd DM) zurückgeführt werden. Wie schon im Vorjahr verwaltete unsere Bank Ende 1987 wieder ei-

nen hohen Bestand an Termingeldern von Industrieunternehmen. Hierdurch bedingt erfuhren die Einlagen von Nichtbanken einen Zuwachs auf nunmehr 107 Mrd lfrs (5,1 Mrd DM). Die Lieferverbindlichkeiten aus emittierten Goldzertifikaten sind mit 5,8 Mrd lfrs (275 Mio DM) in diesem Posten enthalten.

Die im April 1987 aufgenommenen Aktivitäten im Privatkundengeschäft entwickelten sich bereits in der Anlaufphase zufriedenstellend. Unser Angebot von Geld-, Wertpapier- und Edelmetallanlagen wird den ständigen Marktveränderungen angepaßt und ist auf die Bedürfnisse der international orientierten privaten Anleger ausgerichtet. Die Resonanz ist anhaltend lebhaft. Wir werden diese Geschäftssparte kontinuierlich ausbauen und wollen vor diesem Hintergrund auch das Emissionsgeschäft in Luxemburger Franken für unsere Kundschaft forcieren.

Bei Kapitalmarktoperationen ließen wir uns bisher ausschließlich von geschäftspolitischen Zielsetzungen im Eigeninteresse leiten. Im Berichtsjahr wurde eine im Jahre 1977 begebene Optionsanleihe über 125 Mio US-Dollar fällig. Erstmals haben wir eine Anleihe in Höhe von 300 Mio Dänen-Kronen emittiert.

Das in der Bilanz ausgewiesene Nachrangige Darlehen kann aufgrund der Genehmigung des Institut Monétaire Luxembourgeois den Eigenen Mitteln gleichgestellt werden. Nachdem die Basis der anrechnungsfähigen Eigenmittel insgesamt zugenommen hat, ergibt sich eine Quote zu den Fremden Geldern, die komfortabel über dem vorgeschriebenen Mindestwert von 3% liegt.

Das in der vergangenen Rechnungsperiode erwirtschaftete Betriebsergebnis erreichte nicht mehr das hohe Niveau der Vorjahre. Mit 4,8 Mrd lfrs (230 Mio DM) hat es sich um 20,7% vermindert. Diese Reduzierung erklärt sich im wesentlichen aus dem Rückgang des Zinsüberschusses, wofür die Abnahme des Kreditvolumens, geschmälerte Margen und eine nicht mehr so ertragreiche Anlage unserer Eigenmittel maßgeblich waren. Hinzu kamen Mehrkosten im Verwaltungsbereich, die sich aus der Geschäftsausweitung ergaben.

In Anbetracht der internationalen Risikosituation hielten wir es für geboten, die für Länderrisiken gebil-

deten Vorsorgen nochmals aufzustocken. Gleichwohl konnte ein Teil der Wertberichtigungen aus früheren Jahren aufgelöst werden. Die Bilanzierung erfolgte wiederum nach konzerneinheitlich festgelegten Bewertungsmaßstäben.

Die Bewertung zum Niederkurs einer US-Dollar-Eigenposition, die zur währungskongruenten Anlage des Wertberichtigungsbestandes erworben wurde, ist in den „Sonstigen Aufwendungen“ enthalten.

Nach 715 Mio Ifrs (34 Mio DM) Steuerzahlungen verbleibt ein Bilanzgewinn von 1,6 Mrd Ifrs (74 Mio DM). Erstmals seit Bestehen der Bank beabsichtigen wir, auf unser Grundkapital eine Dividende von 24%, das sind 780 Mio Ifrs (37 Mio DM), auszuschütten. Da wir der Auffassung sind, für sämtliche erkennbaren und latenten Risiken ausreichende Vorsorge getroffen zu haben, hielten wir den Zeitpunkt für gekommen, zu der grundsätzlich konzernüblichen Praxis einer Dividendenzahlung überzugehen. Ferner soll ein etwa gleich hoher Betrag zur weiteren Stärkung der Eigenkapitalausstattung der Freien Rücklage zugewiesen werden. Danach betragen Grundkapital und Offene Rücklagen 11,7 Mrd Ifrs (557 Mio DM).

Der Ordentlichen Generalversammlung am 15. April 1988 schlagen wir vor, die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung zum 31.12.1987 zu genehmi-

gen und über die Verwendung des Bilanzgewinnes wie folgt zu beschließen:

Ausschüttung einer Dividende von 24% auf das Grundkapital von 3,25 Mrd Ifrs	Ifrs	780.000.000
Zuweisung zur Freien Rücklage	Ifrs	775.000.000
Vergütung an Verwaltungsrat	Ifrs	2.981.658
Vortrag auf neue Rechnung	Ifrs	1.974.519
	Ifrs	1.559.956.177

Die Anzahl unserer Mitarbeiter erhöhte sich von 81 auf 105 und ist seit Jahresbeginn auf 112 angestiegen. Für ihren tatkräftigen Einsatz im abgelaufenen Geschäftsjahr sprechen wir allen Mitarbeitern Dank und Anerkennung aus.

Am 21. August 1987 starb Herr Werner Blessing völlig unerwartet im Alter von 56 Jahren. Er gehörte dem Verwaltungsrat unserer Bank seit 1978 an. Herr Blessing hat mit nachhaltigem Erfolg für unsere Bank gewirkt und insbesondere deren Rolle im Euromarkt maßgeblich mitbestimmt. Mit Dankbarkeit werden wir uns seiner erinnern.

An seine Stelle wählte eine Außerordentliche Generalversammlung am 2. Oktober 1987 Herrn Dr. Rolf-E. Breuer zum Verwaltungsratsmitglied.

Luxemburg, den 29. Februar 1988

DER VERWALTUNGSRAT

Bericht der Wirtschaftsprüfer

Der Verwaltungsrat der Bank hat der Fiduciaire Générale de Luxembourg, Luxemburg, und der Treuverkehr Luxembourg Aktiengesellschaft Wirtschaftsprüfungsgesellschaft, Luxemburg, den Auftrag zur Prüfung des Jahresabschlusses der Bank zum 31. Dezember 1987 erteilt. Nach Abschluß ihrer Prüfung haben die Wirtschaftsprüfer den Prüfungsbericht mit folgendem Bestätigungsvermerk abgeschlossen:

Wir haben die Bilanzen der Deutsche Bank Luxembourg S.A. zum 31. Dezember 1987 und zum 31. Dezember 1986 sowie die Gewinn- und Verlustrechnungen und die Kapitalflußrechnungen für die an die-

sen Daten endenden Geschäftsjahre geprüft. Unsere Prüfungshandlungen wurden nach allgemein anerkannten Prüfungsgrundsätzen durchgeführt.

Nach unserer Auffassung geben die oben erwähnten Jahresabschlüsse ein getreues Bild der Vermögens- und Ertragslage sowie des Kapitalflusses der Deutsche Bank Luxembourg S.A. zum 31. Dezember 1987 und zum 31. Dezember 1986 wieder, und zwar in Übereinstimmung mit den im Bankensektor des Großherzogtums Luxemburg allgemein anerkannten Grundsätzen ordnungsmäßiger Buchführung und Bilanzierung.

Luxemburg, den 29. Februar 1988

TREUVERKEHR LUXEMBOURG
Aktiengesellschaft
Wirtschaftsprüfungsgesellschaft

FIDUCIAIRE GENERALE DE LUXEMBOURG
Réviseurs d'entreprises

Aktiva

	Francs	Francs	31.12.1986 in 1000 LF
Umlaufvermögen			
Flüssige Mittel:			
Kassenbestand, Postscheckguthaben, Guthaben bei Zentralbanken	18.342.780		1.132.226
Forderungen an Kreditinstitute, täglich fällige und mit Laufzeiten bis zu 1 Monat ..	<u>63.184.447.993</u>		60.450.507
		63.202.790.773	61.582.733
Schecks, Einzugspapiere und andere kurzfristig realisierbare Werte		1.556.911	—
Forderungen an Kreditinstitute mit Laufzeiten von mehr als 1 Monat		249.846.724.548	227.660.811
Wechsel		9.277.359.182	494.333
Forderungen an Kunden		117.477.946.392	165.776.577
Wertpapiere:			
Schuldverschreibungen ausländischer öffentlicher Stellen	28.044.238.393		27.337.967
andere festverzinsliche Wertpapiere	11.250.852.211		9.513.389
andere Wertpapiere	<u>5.785.680.840</u>		4.953.556
		45.080.771.444	41.804.912
Sonstige Aktiva und Rechnungsabgrenzungsposten ..		10.585.179.412	8.831.012
Anlagevermögen			
Beteiligungen		566.568.274	396.007
Grundstücke und Gebäude:			
Anschaffungswert	154.907.570		100.401
./. Abschreibungen	<u>16.464.629</u>		13.277
		138.442.941	87.124
Betriebs- und Geschäftsausstattung		56.301.310	36.699
		496.233.641.187	506.670.208

Bilanz zum 31. Dezember 1987

Passiva

	Francs	Francs	31.12.1986 in 1000 LF
Fremde Mittel			
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten, täglich fällige und mit Laufzeiten bis zu 1 Monat		115.209.660.950	144.597.290
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten mit Laufzeiten von mehr als 1 Monat		197.577.884.838	178.874.067
Verbindlichkeiten aus dem Bankgeschäft gegenüber anderen Gläubigern:			
täglich fällige und mit Laufzeiten bis zu 1 Monat	69.923.009.851		49.387.607
mit Laufzeiten von mehr als 1 Monat	<u>37.265.985.569</u>		<u>47.895.689</u>
		107.188.995.420	97.283.296
Schuldverschreibungen		19.413.570.395	22.590.987
Sonstige Verbindlichkeiten		1.677.159	2.802
Sonstige Passiva und Rechnungsabgrenzungsposten		9.039.282.168	9.158.331
Bedingtes Fremdkapital			
Nachrangige Darlehen		3.327.372.190	8.154.622
Eigene Mittel			
Grundkapital	3.250.000.000		3.250.000
Gesetzliche Rücklage	325.000.000		325.000
Sonderrücklage	1.925.000.000		1.925.000
Freie Rücklage	<u>5.445.000.000</u>		<u>4.700.000</u>
		10.945.000.000	10.200.000
Rückstellungen und Wertberichtigungen		31.970.241.890	35.056.986
Ergebnisrechnung			
Gewinnvortrag	2.662.972		1.827
Gewinn des Geschäftsjahres	<u>1.557.293.205</u>		<u>750.000</u>
		1.559.956.177	751.827
		<u>496.233.641.187</u>	<u>506.670.208</u>
Bilanzvermerke			
Kreditzusagen (nicht ausgenutzt)		39.768.189.580	38.261.609
Verbindlichkeiten aus Bürgschaften		55.160.819.822	65.470.085

Gewinn- und Verlustrechnung

für die Zeit vom 1. Januar 1987 bis 31. Dezember 1987

	Francs	Francs	1986 in 1000 LF
Aufwendungen			
Zinsen und Provisionen		21.240.880.817	23.336.162
Allgemeine Kosten:			
Personalaufwendungen	221.252.385		169.479
Steuern und steuerähnliche Abgaben	715.080.165		500.096
Sachaufwand für das Bankgeschäft	<u>91.902.095</u>		<u>62.728</u>
		1.028.234.645	732.303
Rückstellungen und Wertberichtigungen		1.316.810.383	4.371.644
Abschreibungen		32.965.825	18.489
Sonstige Aufwendungen		2.955.554.831	2.988.241
Gewinn des Geschäftsjahres		1.557.293.205	750.000
		28.131.739.706	32.196.839
Erträge			
Zinsen und Provisionen		24.112.574.916	27.551.700
Sonstige Erträge		2.540.761.186	2.168.090
Auflösung von Rückstellungen und Wertberichtigungen		1.478.268.698	2.476.859
Außerordentliche Erträge		134.906	190
		28.131.739.706	32.196.839

Report of the Board of Directors to the Ordinary General Meeting on April 15, 1988 for the 1987 Financial Year

Consolidation of international financial markets

The international financial markets have entered a phase of consolidation. According to OECD statistics, the aggregate volume of all newly concluded international financings decreased by close on 2% in 1987 to \$ 384 bn. The renewed emphasis on traditional structures produced a marked shift in the relative weights of the various forms of financing. The trend towards securitization, which had predominantly influenced developments in the preceding years, came to a halt partly in the wake of the stock market crash in October. Whereas 87% of all new transactions had been documented by securities in 1986, the proportion in the year under review was only 77%. By contrast, there was again heavier demand for euroloans.

The factors behind this development were:

- continuous moderate growth of the world economy;
- volatile interest rates that rose over lengthy periods;
- unstable exchange rates and particularly the fall in the dollar;
- the absence of any growth stimulus from innovative financial instruments;
- increasing overliquidity of the euromoney market.

Traditional eurocredit business picks up

For four years newly concluded medium and long-term syndicated euroloans had declined or stagnated. In 1987, however, they were almost back to the high volume of 1981/82 at \$ 82 bn. (gross). There was a 52% increase over the previous year. If reschedulings and fresh-money agreements for highly indebted countries are excluded, it actually works out at 65%.

This expansion was generated mainly by corporate borrowers, while fund-raising by public sector borrowers to finance balance-of-payments deficits receded in importance. The main reason why companies turned increasingly to the euroloan market is the customer/bank relationship based on trust. Even when the market is unstable, the borrower – unlike the issuer on the money and capital markets – can rely on the desired funds being made available to him. This also ties in

with the tendency towards bilateral loan agreements that dispense with publicity.

The bulk of the newly concluded euroloans in 1987 was intended for the classical areas of project and trade finance. Takeover financing also played a greater role again. The eurocredit market is the only market segment in which it is certain that virtually any amount can be mobilized at a favourable cost within a short period.

The provision of funds on the euromarket became even more flexible, as multi-option financing facilities were increasingly extended to include the possibility of availment on national money markets. That boosted demand for such facilities. Apart from that, even prime addresses are tending increasingly to back up their financing activities in other sectors, especially the euromoney market, with separate credit lines. This meant that the rise in eurocredit business in the year under review has not yet been fully reflected in the eurobanks' balance sheets.

Competition still intense

Despite higher demand, the rates for eurolending reached a new historic low in 1987. According to OECD statistics, the average spread on medium and long-term eurocredits (excluding "fresh money") decreased again slightly compared with the previous year to 0.36%.

This was due to the persistence of stiff competition. The international banks have steadily expanded their presence on the major financial markets. In addition, market and competition-related difficulties in investment banking have induced a number of banks to streamline or cease their activities in this field and concentrate more on eurocredit business again.

Greater flexibility on the debt issue

In the unfavourable global environment during the year under review, the debt problems of the Third World did not become smaller; only in a few cases was there progress in the direction of market-oriented economic policy strategies. Modest growth in the indus-

trial countries, low commodity prices, and the continuing high interest service were a strain. A number of debtor countries did not fulfil their interest commitments to public and private creditors. International co-operation proved difficult in some cases.

In the year under review, the banks supported the debtor countries' efforts to adjust by rescheduling existing debt often over very long periods and granting new medium and long-term loans totalling about \$ 10 bn. Among other factors, higher risk provisioning by creditor banks in various countries made it easier to be more flexible in dealing with the debt problems. Market-linked schemes for reducing the debt burden — such as debt-equity swaps or the conversion of bank loans into transferable bonds — played a greater part.

Luxembourg expanding as a financial centre

Through selective development of certain market areas, Luxembourg embarked on a new phase of expansion as a financial centre in the year under review. Its international spectrum was widened again by the entry of six new banks, including one British institution. At the end of 1987, 127 banks were represented in Luxembourg; at DM 410 bn. (adjusted for exchange rate movements), their combined balance-sheet total was 15% above the pre-year level. The expansion of business, particularly in the staff-intensive private customer sector, led to an increase in the number of persons employed by 12% to over 12,700.

This dynamic development was due in part to the growth of traditional euro-activities. Luxembourg, whose euro-assets rose \$ 27 bn. within the year to \$ 155 bn. at the end of September 1987, still ranked third in Europe, according to statistics compiled by the Bank for International Settlements. The main areas of business are still eurolending and euromoney dealing. Luxembourg plays a special role as a market for euro-DM liquidity. Roughly 39% of the currency deposits and claims of the banks represented in Luxembourg were in D-Marks at the end of September 1987, while the corresponding figure for U.S. dollars was close on 36%. In the euromarket as a whole, the percentages for

these currencies were a good 8% and 75% respectively.

The financial centre received a substantial boost from the determined expansion into new fields of business. The main areas are

- *international business with private customers.* The banks have meanwhile established this as their second main line of business. Luxembourg's special advantages and the high professional standard of consultancy found there are very attractive to private customers seeking to invest assets internationally;
- *new issue business in Luxembourg francs.* Alongside the euro-issue market, a separate Luxembourg franc market has developed and is meeting with growing interest on the part of both issuers and investors. The volume of new deals rose 24% in 1987 to the equivalent of DM 2.7 bn. While the floatation of LF bonds is regulated by a new issue calendar, private placements of up to LF 300 m. (approx. DM 15 m.) are subject to no restrictions. In the light of this, there were 143 private placements in 1987 representing a 71% increase to the equivalent of DM 2.0 bn.;
- *investment funds.* At the end of 1987, 405 investment companies were represented in Luxembourg compared with only 269 a year earlier. This dynamic rise can be attributed especially to the flexible investment rules in Luxembourg, which already largely accord with the future EC standards and therefore offer wider investment opportunities. In addition, placement capacity has been enlarged in line with the expansion of private customer business.

Development of our bank's business

The 17th financial year, which ended on December 31, 1987, saw the start of international business with private customers and the expansion of trading activities. Against this background, our bank's name was changed in March 1987 from "Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg" to "Deutsche Bank Luxembourg S.A.".

In addition, the year under review was marked by the renewed decline of the dollar, which shed about

19% of its value. As a result, the balance sheet total contracted slightly, by 2.1% to LF 496 bn. (DM 23.6 bn.). Effective business volume expanded owing to increased money-dealing activities. Here, we used the abundant liquidity received, chiefly for cash deposits with banks. This item rose strongly, by 34.1% to LF 121 bn. (DM 5.8 bn.).

However, the bulk of our activity was still concentrated in the lending sector, though its share in aggregate assets-side business decreased further to 63%. Total credit extended was down 15.0% at LF 310 bn. (DM 14.8 bn.) on balance sheet date. As in the preceding year, lendings to banks, which were almost unchanged at LF 192 bn. (DM 9.1 bn.), constituted the largest item in our credit portfolio.

By contrast, there was a marked fall, to LF 117 bn. (DM 5.6 bn.), in other advances, which affected the short/medium-term and long-term sectors equally. Roughly two-thirds of these lendings were in the form of short-term revolving eurocredits, mainly to customers in the Federal Republic of Germany. This was a reflection of the general trend in the corporate sector to be cautious about capital expenditure in view of the uncertain economic outlook and therefore borrow less. In long-term international lending, we continued to operate very selectively and did not replace all maturing commitments with new transactions because of terms and conditions and risk aspects. Despite the extremely competitive situation we nevertheless succeeded again in the year under review in assuming management positions in international loan syndicates. In addition to financings for East European countries (Československa Obchodni Banka: \$ 220 m.; the National Bank of Hungary: \$ 400 m.), these included ones for leading industrial companies (Philips & DuPont Optical Company: \$ 145 m.; ALCAN Australia Ltd.: \$ 125 m.). Besides, there was a stronger tendency in the market towards bilateral loan agreements that dispense with publicity.

The growth of the item "Bills discounted" was the result of the purchase of Belgian Treasury bills. Like the continuously high investments in securities, this was determined chiefly by financial standing and earnings

considerations. The securities portfolio, which increased again slightly to LF 45 bn. (DM 2.1 bn.) owing to more intense trading, consists entirely of fixed-interest securities, primarily of public issuers. The holdings were once again valued at the lower of cost and market. In accordance with balance sheet regulations, the holdings maintained to cover our gold certificates outstanding were included in this item.

Together with DWS Deutsche Gesellschaft für Wertpapiersparen mbH, Frankfurt (Main), our bank launched the "Eurorenta" investment fund in 1987 and participated with 50% in its management company. The assets of the fund, for which we act as custodian bank, have meanwhile risen to more than DM 1 bn. Our bank also took part in another capital increase at Société Européenne des Satellites S.A., Luxembourg, and took up a share in Audiolux S.A., Luxembourg, which was established at the end of 1987. As a result of these additions, "Investments in subsidiaries" rose by a total of LF 171 m. (DM 8 m.) to LF 567 m. (DM 27 m.).

We continue to hold a 25% stake in Banque de Luxembourg S.A., Luxembourg, which conducts mainly private customer business. Irrespective of our own activities, we intend in future to maintain and augment the close cooperation with this bank, which successfully completed its 50th financial year on December 31, 1987.

The increase in the figure reported for "Real estate" is connected with the acquisition of a building site on the Plateau Kirchberg. The bank will begin to erect an administrative building in the immediate vicinity of the city of Luxembourg before the end of this year.

The item "Miscellaneous" — like the corresponding item on the liabilities side — comprises above all interest due or owing, calculated up to balance sheet date.

In liabilities-side business, the decisions in recent years to take up funds long term in conjunction with interest and currency swap agreements still had a stabilizing effect. In the past year we continued to optimize our funding in this way.

However, funds taken up from banks in the euro-market — mainly short term — which account for 71% of

funds from outside sources, still formed the chief source of refinancing for our assets-side business. Since total funding requirements were lower, it was possible to reduce liabilities to banks by LF 11 bn. (DM 0.5 bn.) to LF 313 bn. (DM 14.9 bn.). As in the previous year, our bank again administered a high volume of time deposits from industrial companies at the end of 1987. As a result non-banks' deposits expanded to LF 107 bn. (DM 5.1 bn.). The delivery obligations arising from issued gold certificates are contained in this item at LF 5.8 bn. (DM 275 m.).

Private customer activities, commenced in April 1987, developed satisfactorily in the start-up phase. The range of deposits and securities and precious metal investments we offer is adjusted to the constantly changing market, and is designed to meet the needs of internationally oriented private investors. There has been a steady, brisk response. We shall gradually build up this sector of business and intend, among other things, to push ahead with new issue business in Luxembourg francs for our customers.

In capital market operations, we have so far allowed ourselves to be guided entirely by business policy objectives in our own interest. A \$ 125 m. issue of bearer bonds with warrants, floated in 1977, matured in the year under review. We issued a DKK 300 m. bond for the first time.

By authorization of the Institut Monétaire Luxembourgeois, the "Subordinated loan" shown in the balance sheet can be equated with capital and reserves. Following an increase in total eligible capital and reserves, the ratio to outside funds is comfortably above the prescribed minimum of 3%.

The operating result achieved in the past accounting period no longer matched the high level of the preceding years. At LF 4.8 bn. (DM 230 m.), it was down 20.7%. This reduction is due chiefly to the decline in the interest surplus, which was caused by the fall in lending volume, narrower margins, and not such a high return as in the past on our capital and reserves. In addition, there were higher administrative costs in connection with the expansion of our business.

In view of the international risk situation, we considered it advisable to increase our provisioning for country risks once more. But it was still possible to write back part of the adjustments formed in earlier years. Reporting here is again in line with uniform valuation standards established for the whole Group.

The valuation at the lower of cost and market of an own-account dollar position that had been acquired as a matching currency investment of the adjustment volume is included in "Other expenses".

Following tax payments of LF 715 m. (DM 34 m.), there remains distributable profit of LF 1.6 bn. (DM 74 m.). For the first time in our bank's history, we will distribute a dividend of 24%, i.e. LF 780 m. (DM 37 m.), on our capital. Since we are of the opinion that adequate provision has been made for all discernible and latent risks, we believe the time has now come to change over to the usual Group practice of paying a dividend. Moreover, a roughly similar amount is to be allocated to the free reserve to further strengthen our equity resources. Capital and disclosed reserves then total LF 11.7 bn. (DM 557 m.).

We shall propose to the Ordinary General Meeting on April 15, 1988, that the balance sheet and profit and loss account as of December 31, 1987, be approved, and that the appropriation of distributable profit be resolved as follows:

Distribution of a dividend of 24%		
on the capital of LF 3.25 bn.	LF	780,000,000
Allocation to the free reserve	LF	775,000,000
Emoluments for the Board		
of Directors	LF	2,981,658
Carried forward to new account	LF	1,974,519
	LF	1,559,956,177

Our staff expanded from 81 to 105 and has risen to 112 since the start of the year. We should like to express our thanks and recognition to all employees for their hard work in the past financial year.

On August 21, 1987, Mr. Werner Blessing died suddenly at the age of 56. He had been a member of our bank's Board of Directors since 1978. Mr. Blessing's

work was of lasting benefit to our bank and in particular did much to establish its role in the euromarket. We will remember him with gratitude.

In his place, an Extraordinary General Meeting on October 2, 1987, elected Dr. Rolf-E. Breuer as member of the Board of Directors.

Luxembourg, February 29, 1988

THE BOARD OF DIRECTORS

Report of the Independent Auditors

The Board of Directors of the bank has mandated Fiduciaire Générale de Luxembourg, Luxembourg, and Treuverkehr Luxembourg Aktiengesellschaft Wirtschaftsprüfungsgesellschaft, Luxembourg, to audit the annual financial statements of the bank as of December 31, 1987. After concluding their audit, the auditors have issued the following report:

We have examined the balance sheets of Deutsche Bank Luxembourg S.A. as of December 31, 1987 and 1986, and the related profit and loss accounts and statements of changes in financial position for the

years then ended. Our examinations were made in accordance with generally accepted auditing standards.

In our opinion, the financial statements referred to above present fairly the financial position of Deutsche Bank Luxembourg S.A. at December 31, 1987 and 1986 and the results of its operations and changes in its financial position for the years then ended, in conformity with accounting principles generally accepted in the banking sector in the Grand Duchy of Luxembourg.

Luxembourg, February 29, 1988

TREUVERKEHR LUXEMBOURG
Aktiengesellschaft
Wirtschaftsprüfungsgesellschaft

FIDUCIAIRE GENERALE DE LUXEMBOURG
Réviseurs d'entreprises

Assets

	Francs	Francs	31/12/1986 in 1000 LF
Current Assets			
Liquid assets:			
cash, postal cheque account, central banks	18,342,780		1,132,226
balances with banks, payable on demand or for periods up to 1 month	<u>63,184,447,993</u>		60,450,507
		63,202,790,773	61,582,733
Collection items and other assets realizable at short notice		1,556,911	—
Balances with banks for periods of more than 1 month		249,846,724,548	227,660,811
Bills discounted		9,277,359,182	494,333
Other advances		117,477,946,392	165,776,577
Securities:			
foreign state and municipal securities	28,044,238,393		27,337,967
other interest-bearing securities	11,250,852,211		9,513,389
other securities	<u>5,785,680,840</u>		4,953,556
		45,080,771,444	41,804,912
Miscellaneous		10,585,179,412	8,831,012
Fixed Assets			
Investments in subsidiaries		566,568,274	396,007
Real estate:			
at cost	154,907,570		100,401
less depreciation	<u>16,464,629</u>		13,277
		138,442,941	87,124
Furniture and equipment		56,301,310	36,699
		496,233,641,187	506,670,208

Balance Sheet December 31, 1987

Liabilities

	Francs	Francs	31/12/1986 in 1000 LF
Current Liabilities			
Liabilities to banks, payable on demand or for periods up to 1 month		115,209,660,950	144,597,290
Liabilities to banks for periods of more than 1 month		197,577,884,838	178,874,067
Deposits and current accounts:			
payable on demand or for periods up to 1 month	69,923,009,851		49,387,607
for periods of more than 1 month	<u>37,265,985,569</u>		<u>47,895,689</u>
		107,188,995,420	97,283,296
Debt instruments		19,413,570,395	22,590,987
Sundry creditors		1,677,159	2,802
Miscellaneous		9,039,282,168	9,158,331
Loan capital			
Subordinated loan		3,327,372,190	8,154,622
Capital and Reserves			
Capital	3,250,000,000		3,250,000
Legal reserve	325,000,000		325,000
Special reserves	1,925,000,000		1,925,000
Free reserve	<u>5,445,000,000</u>		<u>4,700,000</u>
		10,945,000,000	10,200,000
Provisions for contingencies and depreciation		31,970,241,890	35,056,986
Profit and Loss Account			
Balance brought forward	2,662,972		1,827
Profit for the financial year	<u>1,557,293,205</u>		<u>750,000</u>
		1,559,956,177	751,827
		496,233,641,187	506,670,208
Contingent Accounts			
Unutilized commitments		39,768,189,580	38,261,609
Contingent liabilities from guarantees		55,160,819,822	65,470,085

Profit and Loss Account

for the period from January 1, 1987 to December 31, 1987

	Francs	Francs	1986 in 1000 LF
Expenditure			
Interest and commissions		21,240,880,817	23,336,162
General expenses:			
salaries and wages	221,252,385		169,479
taxes and other contributions	715,080,165		500,096
other operating expenses	<u>91,902,095</u>		<u>62,728</u>
		1,028,234,645	732,303
Provisions for contingencies		1,316,810,383	4,371,644
Depreciations		32,965,825	18,489
Other expenses		2,955,554,831	2,988,241
Profit for the financial year		1,557,293,205	750,000
		<u>28,131,739,706</u>	<u>32,196,839</u>
Revenue			
Interest and commissions		24,112,574,916	27,551,700
Other income		2,540,761,186	2,168,090
Release of provisions for contingencies and depreciation		1,478,268,698	2,476,859
Extraordinary income		134,906	190
		<u>28,131,739,706</u>	<u>32,196,839</u>

